



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le **25 OCT. 2021**

Subdivision Carrières

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° N°21-046 DREAL DE MISE EN DEMEURE en application de l'article
L.171-8 du code de l'environnement**

**La Société des Carrières Vauclusiennes (SCV) exploitant le site situé sur la commune de
SAUVETERRE au lieu-dit « La Montagne » de respecter les prescriptions applicables aux activités
de Carrière.**

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8 ;
- Vu** le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5, ;
- Vu** l'Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019 autorisant la société des carrières vauclusiennes à exploiter une carrière de roche massive calcaire, une installation de traitement des matériaux extraits ainsi qu'une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes, sur le territoire de la commune de Sauveterre au lieu dit « la montagne » ;
- Vu** la visite d'inspection réalisée sur site le 4 mai 2021 ;
- Vu** le rapport de visite de l'inspection de l'environnement en date du 4 juin 2021 dont copie a été transmise à la société Société des Carrières Vauclusiennes ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier daté du 21 juin 2021 ;

Considérant que lors de la visite en date du 4 mai 2021, l'inspecteur des installations classées a constaté que la jauge n°1 de mesure témoin de type (a), est positionnée à proximité immédiate de la carrière, en partie nord en amont des vents dominants et

ne peut donc pas être considérée comme positionnée sur un lieu non impacté par l'exploitation de la carrière.

Considérant que l'exploitation de la partie sud touchant à son terme et suite à la nouvelle autorisation d'extension, l'exploitation va se déplacer sur la partie nord se rapprochant ainsi de la jauge 1.

Considérant que cet écart constitue une non-conformité de l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières qui indique que : « 19.6. - Le plan de surveillance comprend : - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; »

Considérant que lors de la visite en date du 4 mai 2021, l'inspecteur des installations classées a constaté l'utilisation à des fins sanitaires de l'eau du forage.

Considérant que l'exploitant indique ne pas avoir régularisé la situation du forage auprès des services compétents,

Considérant que l'article 4.1.1.1. Prélèvement d'eau en nappe par forage de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019, indique que « L'exploitant régularise la situation réglementaire du forage décrit ci-dessus au titre du code de la santé publique si usage sanitaire en transmettant à l'inspection des installations classées, la justification du dépôt du dossier de régularisation auprès des services compétents. »

Considérant que lors de la visite en date du 4 mai 2021, l'inspecteur des installations classées a constaté que le rapport de vérification des installations électriques N° : R11912223-001-1 en date du 05/02/2021, indique 9 non-conformités ;

Considérant que L'article 7.2.3. Installations électriques de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019, indique que « l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. »

Considérant que conformément à l'article L 171-8 du code de l'environnement et en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code, il appartient à l'autorité administrative compétente de mettre en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard :

ARRÊTE

Article 1 : Mise en demeure

La Société des Carrières Vauclusiennes dont l'adresse est 115 rue de la Source - BP60029 Saint Saturnin-lès-Avignon exploitant une Carrière située sur la commune de SAUVETERRE au lieu-dit « La Montagne », est mise en demeure de se conformer aux prescriptions de Arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019 et de l'Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, en respectant les dispositions suivantes :

Sous un délai de trois mois :

- L'exploitant ajoute une jauge témoin de type (a) suffisamment éloignée de la zone d'exploitation afin d'être non impactée par cette dernière conformément à l'article 19.6 de l'Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- L'exploitant régularise la situation réglementaire du forage décrit ci-dessus au titre du code de la santé publique si usage sanitaire en transmettant à l'inspection des installations classées la justification du dépôt du dossier de régularisation auprès des services compétents, conformément à l'article 4.1.1.1. de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019 ;

Sous un délai de cinq mois :

- L'exploitant procède à la mise en conformité des non-conformités relevées dans le rapport de vérification des installations électriques N° : R11912223-001-1 de l'APAVE en date du 05/02/2021, conformément aux obligations de l'article 7.2.3 installations électriques de l'arrêté préfectoral n°19-001N du 8 janvier 2019. L'exploitant fournira dans les délais indiqués :
 - Sous 15 jours l'exploitant transmet à l'inspection des ICPE, une justification sous forme de bon de commande ou autre de l'engagement des travaux nécessaires à la résolution des non-conformités des installations électriques décrites ci-dessus.
 - Sous trois mois l'exploitant transmet à l'inspection des ICPE, un bilan d'avancement des mises en conformités électriques indiquées dans le rapport cité ci-dessus.

Ces délais ci-dessus courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

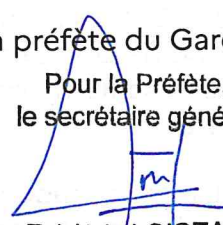
Article 4 : Publicité et exécution

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- monsieur le maire de la commune de SAUVETERRE,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

la préfète du Gard
Pour la Préfète,
le secrétaire général

Frédéric LOISEAU

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de NÎMES) conformément aux dispositions des articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement.